



COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA QUATRIÈME SEANCE

Président : M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine)

SOMMAIRE

EXAMEN ET EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE COMPTE TENU DE LA NECESSITE PRESSANTE DE REALISER DES PROGRES SUBSTANTIELS DANS LE DOMAINE DU DESARMEMENT, DE LA POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DES RAPPORTS ETROITS ENTRE LE DESARMEMENT, LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ADOPTION D'UNE DECLARATION SUR LE DESARMEMENT

ADOPTION D'UN PROGRAMME D'ACTION RELATIF AU DESARMEMENT

EXAMEN DU ROLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT ET DU MECANISME INTERNATIONAL DE NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT, Y COMPRIS EN PARTICULIER LA QUESTION DE LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT

\* Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées, une semaine au plus tard à compter de la date de sa publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau A-3550.

Les rectifications seront publiées peu après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINTS 9, 10, 11 ET 12 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN ET EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE COMPTE TENU DE LA NECESSITE PRESSANTE DE REALISER DES PROGRES SUBSTANTIELS DANS LE DOMAINE DU DESARMEMENT, DE LA POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DES RAPPORTS ETROITS ENTRE LE DESARMEMENT, LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ADOPTION D'UNE DECLARATION SUR LE DESARMEMENT

ADOPTION D'UN PROGRAMME D'ACTION RELATIF AU DESARMEMENT

EXAMEN DU ROLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT ET DU MECANISME INTERNATIONAL DE NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT, Y COMPRIS EN PARTICULIER LA QUESTION DE LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais attirer l'attention des délégations sur le fait que les documents suivants ont été distribués :

A/S-10/AC.1/1, lettre datée du 24 mai 1978 adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Yougoslavie auprès des Nations Unies. Ce document comporte un message adressé par le Président de la République fédérative socialiste de Yougoslavie à l'Assemblée générale à l'occasion de la session extraordinaire consacrée au désarmement.

A/S-10/AC.1/2, lettre datée du 24 mai 1978, adressée au Secrétaire général par les représentants permanents de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède et de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies, et intitulée "Vues du Gouvernement suisse sur certains des problèmes qui seront examinés par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire".

A/S-10/AC.1/3, lettre datée du 26 mai 1978, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Irak auprès de l'Organisation des Nations Unies, et intitulée "Etude sur l'armement conventionnel et nucléaire sioniste".

A/S-10/AC.1/4, lettre datée du 26 mai 1978, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, intitulée "Moyens pratiques d'arrêter la course aux armements - Propositions de l'Union soviétique".

Le Président

- A/S-10/AC.1/5, lettre datée du 29 mai 1978, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance: Message adressé par le Conseil d'administration du FISE à l'Assemblée générale à l'occasion de sa dixième session extraordinaire, et adopté par consensus le 26 mai 1978.

- A/S-10/AC.1/6, lettre datée du 29 mai 1978 adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Résolution adoptée le 29 mai 1978 lors de la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays non alignés et des observateurs qui participent à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

- A/S-10/AC.1/7, note verbale datée du 30 mai 1978, adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation et intitulée : Mémoire du Gouvernement français concernant une Agence internationale de satellites de contrôle.

- A/S-10/AC.1/8, note verbale datée du 30 mai 1978, adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation et intitulée : Mémoire du Gouvernement français au sujet de la création d'un Institut international de recherche sur le désarmement.

- A/S-10/AC.1/9, lettre datée du 2 juin 1978, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Création d'un office mondial du désarmement.

- A/S-10/AC.1/10, lettre datée du 5 juin 1978 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Question de la création d'une zone de paix en Asie du Sud-Est.

- A/S-10/AC.1/11, note verbale datée du 5 juin 1978, adressée au Secrétariat par la Mission permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Proposition du Nigéria concernant un programme de bourses des Nations Unies sur le désarmement.

Le Président

- A/S-10/AC.1/12, note verbale datée du 5 juin 1978 adressée au Secrétariat par la Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Contribution à la vérification sismologique d'une interdiction générale des essais.

- A/S-10/AC.1/13, note verbale datée du 2 juin 1978, adressée au Secrétariat par la Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Invitation à participer à une réunion technique internationale de vérification des armes chimiques dans la République fédérale d'Allemagne.

- A/S-10/AC.1/14, note verbale datée du 6 juin 1978, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies et intitulée : Document de travail sur la question de la "Journée du désarmement".

- A/S-10/AC.1/L.1, projet de résolution intitulé "Collaboration militaire et nucléaire avec Israël", présenté par l'Afghanistan, l'Angola, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bénin, Cuba, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Jamahiriya arabe libyenne, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Madagascar, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Qatar, la République arabe syrienne, la Somalie, Sri Lanka, le Soudan, la Tunisie, le Viet Nam, le Yémen et le Yémen démocratique.

Dans le contexte de tous ces documents que je viens de vous présenter, je voudrais vous rappeler ce que j'ai dit lors de la réunion consacrée à l'organisation de nos travaux, à savoir que toutes les délégations ayant fait des propositions verbales lors du débat général ou celles qui n'ayant fait aucune proposition, ont cependant l'intention d'en présenter, doivent soumettre celles-ci par écrit avant la date limite fixée et approuvée par cette Commission, soit le 12 juin à 12 heures. Il n'est pas douteux que cette procédure facilitera beaucoup les travaux de la Commission et des groupes de travail et que nos travaux seront grandement facilités si les délégations peuvent annoncer à l'avance dans quelle section du projet de document final elles souhaitent que leurs propositions soient incorporées en vue d'une discussion éventuelle.

Le Président

Je tiens également à informer la Commission que, comme je l'avais annoncé, j'ai tenu des consultations avec les présidents des groupes de travail A et B et avec le Rapporteur de la Commission spéciale et les membres du Secrétariat. Au cours de ces consultations, nous sommes arrivés à la conclusion qu'une date limite devrait être établie pour l'achèvement des travaux des groupes de travail et que cette date limite devrait être fixée au 21 juin, et ce parce que les documents qui vont être préparés par les deux groupes de travail vont devoir être examinés en séance plénière de la Commission spéciale pour être soumis par la suite à la réunion plénière de l'Assemblée générale avec le rapport de cette Commission. Il semble par conséquent logique que si les travaux de l'Assemblée doivent prendre fin le 28 juin, les groupes de travail fixent au 21 juin la date limite de leurs travaux, afin qu'il nous soit possible de discuter ces documents, au moins pendant quelques jours, en séance plénière de la Commission spéciale, et pour que l'Assemblée générale, en séance plénière, dispose également d'environ deux jours pour adopter le document final et entendre les déclarations que les délégations jugeraient utile de faire.

C'est également dans ce contexte que je me permets de lancer un appel à toutes les délégations qui prennent part aux groupes de travail ou aux groupes de rédaction pour qu'elles tiennent compte de l'élément "temps". Nous disposons en effet d'un temps extrêmement bref; employons-le donc d'une manière aussi efficace que possible. Toutes les observations que vous jugerez bon de faire devront être précises, directes et aussi succinctes que possible, afin que les groupes de rédaction et de travail puissent accomplir de réels progrès dans la tâche qui leur est impartie.

J'aimerais également renouveler l'appel que j'ai fait dès le début de nos réunions, à savoir que les délégations fassent preuve de la plus grande souplesse possible afin que des progrès puissent être réalisés. Il semble superflu de dire qu'aucune solution par consensus n'est possible si chacun s'en tient à des positions rigides et intransigeantes. Personne n'est disposé à accepter un consensus sur cette base. C'est pourquoi, si nous voulons que des décisions puissent être prises dans un esprit de consensus, il convient de demander à toutes les délégations de faire l'effort nécessaire pour parvenir à des formules de compromis.

Le Président

Lors de la séance d'organisation de nos travaux, nous avons également convenu, vous vous en souviendrez, d'entendre les rapports sur l'avancement des travaux que les présidents des groupes de travail auraient à nous soumettre, chaque lundi après-midi en principe. Etant donné que les groupes de travail n'ont commencé à se réunir que le vendredi 2 juin, le premier rapport sur l'avancement des travaux sera examiné à la séance de vendredi prochain. Puisque le vendredi matin un chef d'Etat doit prendre la parole en séance plénière, la réunion de cette Commission aura lieu l'après-midi du même jour à 15 heures et, à cette occasion, nous entendrons les rapports sur l'avancement des travaux des groupes.

(Le Président)

J'ai l'honneur et le plaisir de donner en premier lieu la parole à  
M. le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

M. TOLBA, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, Messieurs les délégués, c'est un grand honneur pour moi d'avoir la possibilité de participer à cette session historique de l'Assemblée générale en ma qualité de Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, alors que vous débattiez de ce qui constitue le défi principal actuel auquel l'humanité se trouve confrontée. Nous comprenons parfaitement qu'il est impossible de résoudre les problèmes inscrits à votre ordre du jour par une rhétorique débridée ou par des recettes adroites, à partir du moment où la question des armements est enracinée profondément dans notre manière de voir la sécurité et aussi dans ce caractère concurrentiel de la nature humaine, qui est souvent productive, mais qui peut également dégénérer en conflit insensé.

Nous convenons tous, j'en suis certain, que le processus du contrôle des armements et de leur réduction doit être accéléré et que les occasions qui se présentent à cette session doivent être utilisées pour chercher à réviser nos idées au sujet de la menace la plus grave pour la sécurité nationale et internationale.

Toutes les nations du monde se sont habituées à penser et à agir comme si les principales menaces auxquelles elles se trouvaient confrontées découlaient de possibles actes d'agression en provenance d'autres nations. Je ne crois pas que l'on puisse persister dans cet état d'esprit sans l'assortir de graves réserves. Je dis cela pour deux raisons.

Premièrement, notre génération a pu constater que la dégradation du milieu humain et l'épuisement de la capacité de production des principaux systèmes biologiques de la planète dont l'économie mondiale dépend, posent des menaces sérieuses non seulement pour la richesse et le bien-être des nations, mais également pour la sécurité de l'humanité dans son ensemble. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il nous faut choisir entre accorder toute notre attention à des questions relevant de la sécurité internationale ou l'accorder aux problèmes de l'environnement. Il ne s'agit pas d'un choix aussi précis, et c'est le second point que je voudrais souligner.

M. Tolba

Les guerres et la course aux armements constituent en elles-mêmes la source de menaces graves pour l'ensemble du milieu humain. Il nous faut veiller à ne pas nous laisser hypnotiser par les menaces à notre bien-être et à notre sécurité que posent les conflits armés, si bien que la qualité de l'environnement humain se voit dégradée au point qu'il ne reste guère quelque chose pour lequel il vaille la peine de se battre.

Dès le début, le mouvement international pour l'environnement a exprimé son inquiétude de voir l'environnement humain menacé par la mise au point et l'utilisation des armes. C'est au premier chef pour des raisons d'environnement que l'on a conclu des accords sur le contrôle des armes existantes. L'utilisation des armes quelles qu'elles soient se répercute sur l'environnement et la fabrication, les essais et l'utilisation d'armes de destruction de masse représentent en fait une destruction délibérée par l'homme de toute forme de vie. Même les puissants explosifs classiques, les agents chimiques et incendiaires, peuvent avoir des conséquences écologiques énormes comme cela a été amplement démontré récemment.

La Déclaration des nations du monde, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm en 1972, précisait clairement qu'il faut épargner à l'homme et à son environnement les conséquences des armes nucléaires et de tous les autres moyens de destruction massive. Dans cette déclaration, on prie instamment les Etats de s'efforcer de parvenir à un accord rapide, par le truchement des organisations internationales qualifiées, en vue de l'élimination et de la destruction complètes de ces armes. Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il y a moins de six semaines, a estimé "que les conséquences sur l'environnement de la course aux armements, y compris les armes ayant des effets nuisibles pour les générations présente et futures et entraînant une dégradation irréversible de l'environnement, doivent être signalées à l'Assemblée générale" et il a pris acte "de l'intention du Directeur exécutif de prendre la parole à l'Assemblée générale à sa session extraordinaire". Il est réconfortant de constater que ces catégories d'armes occupent une place prépondérante dans l'ordre de priorité proposé pour les négociations sur le désarmement qui font l'objet de vos débats. Il est inutile



d'énumérer à nouveau les conséquences sur l'environnement de la course aux armements. Vous les connaissez. Qu'il me suffise de dire que la fabrication, les essais, le transport et l'utilisation des armes, et pas seulement des armes de destruction massive mais également des armes conventionnelles, ont des effets divers mais toujours délétères sur la santé de l'homme ainsi que sur l'environnement, qu'il s'agisse du sol, de l'eau, de l'air ou de l'un quelconque des divers écosystèmes qui nous entourent, et entraînent l'utilisation irrationnelle des ressources dont nous disposons dans la nature et l'utilisation irrationnelle des ressources financières et humaines qui nous sont nécessaires.

Je sais que vous avez déjà commencé ce processus de réduction et de contrôle des armes, et la liste des textes est impressionnante. Nous avons le Traité d'interdiction partielle des essais; le Traité de non-prolifération; la Convention sur les armes biologiques et bactériologiques; le Traité interdisant la mise en place d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le littoral et sur le fond des mers et des océans; le Traité concernant l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique et la récente Convention sur la modification de l'environnement par les armes de guerre. Au cours de sa dernière session, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de préparer une étude sur les armes de destruction massive et leurs effets sur l'environnement, en particulier sur le rôle qu'elles jouent dans la désertification.

Nous ne pouvons que nous féliciter de ces mesures, mais il faut bien admettre que le processus a été lent. Cette session extraordinaire représente une occasion remarquable d'accélérer ce processus et d'aller de l'avant. Elle représente une occasion qu'il ne faut en aucun cas laisser passer. Les liens entre le désarmement et l'environnement ne doivent jamais être négligés, étant donné que les tensions qui accompagnent cette course aux armements ne font que s'accroître.

M. Tolba

Je sais que les rapports dont vous êtes saisis soulignent les liens entre le désarmement et le développement et proposent d'excellentes directives pour une étude en profondeur sur le sujet. Ce que je voudrais souligner aujourd'hui, c'est que la paix, le développement et l'environnement sont inséparables. La paix est la seule route qui nous permette d'arriver à une qualité de vie meilleure, un environnement sain et productif est essentiel au développement dont tant de nations ont besoin, et la libération de ressources par le désarmement permettrait d'accélérer l'obtention de cet objectif. A cet égard, je voudrais dire que le Programme des Nations Unies pour l'environnement prend l'engagement de collaborer avec tous les membres du système de l'Organisation pour l'aider à la préparation de l'étude extrêmement difficile mais indispensable que vous allez entreprendre. Au PNUE, nous sommes fermement convaincus que le développement, un développement adéquat, ne peut être atteint que par la paix et le désarmement. Nous nous contentons d'ajouter que ce dont on devrait constamment parler c'est d'un développement sain du point de vue de l'environnement, d'un développement soutenu, d'un développement sans destruction.

Je suis convaincu que chacun d'entre vous en sait beaucoup plus long que moi en matière de course aux armements. Je suis également convaincu que les rapports dont vous êtes saisis et les déclarations faites ici et au cours du débat général se réfèrent dans une large mesure aux connaissances accumulées en la matière. Mais jetons un nouveau coup d'oeil sur ces faits. Les besoins en développement des pays du tiers monde sont urgents, et pourtant le commerce global des armes avec ces pays représente les trois quarts de la totalité de ce commerce. Qui plus est, des armes de plus en plus perfectionnées arrivent maintenant dans les régions où la tension est la plus forte, avec tous les dangers que cela entraîne pour l'homme et son environnement.

Si nous considérons la main-d'oeuvre qualifiée, tellement nécessaire pour le développement à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, nous voyons que quelque 500 000 savants et ingénieurs des plus qualifiés sont engagés dans la recherche et le développement militaires, et que cela coûte autant que toutes les autres activités de recherche et de développement prises ensemble. Le nombre total de personnes qui travaillent à plein temps dans les usines d'armes, à la recherche et dans les forces armées des nations représente, d'après de nombreuses sources, entre 60 et 70 millions de personnes.

M. Tolba

La quantité totale de matières premières utilisées à des fins militaires dans le monde est étonnante, alors qu'il y a pénurie de ressources non renouvelables à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement.

Penchons-nous sur la question des dépenses. Les dépenses militaires ont été multipliées par 30 au cours de ce siècle. La somme en dollars des Etats-Unis pour l'année 1975 s'élevait au chiffre astronomique de 371 milliards; elle s'élève probablement à l'heure actuelle à plus de 400 milliards, et elle continue de monter. En termes plus simples, les dépenses mondiales à des fins militaires dévorent quelque 40 millions de dollars par heure. Une grande partie de ces dépenses pourrait être consacrée à un développement sain du point de vue de l'environnement à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. Si un tiers seulement des dépenses militaires mondiales pouvait être canalisé dans un fonds international pour le développement ordonné que je préconise, les pays en développement seraient en mesure de faire face à leurs besoins urgents et de construire l'infrastructure économique et sociale indispensable à une vie meilleure.

Je voudrais parler d'un autre fait. En se fondant sur les meilleures estimations, la totalité des transferts d'armes est passée d'une moyenne de 9,5 milliards par an au cours des années 1973-1975 à 13,3 milliards de dollars en 1976. Si on imposait une taxe de 5 p. 100 sur les transferts actuels, en se fondant sur les évaluations de 1976, cela donnerait plus de 650 millions de dollars par an. Si on frappait de cette taxe les accords de transferts des armes, ce chiffre atteindrait 1,5 milliard de dollars. Et, ce qui est plus important encore, une taxe à ce niveau-là aurait pour effet de réduire le volume des ventes jusqu'au jour où, espérons-nous, ces transferts cesseraient complètement.

Au cours des années à venir, l'attention se concentrera sur la planification de la nouvelle Stratégie du développement. Un tel pas en avant exige un relâchement des tensions internationales, un renforcement de toutes les entreprises en coopération et un examen continu des liens qui existent entre le désarmement, l'environnement et le développement.

M. Tolba

Au paragraphe 5 de la section A de la Stratégie internationale du développement, l'Assemblée générale déclare que :

"Le succès des activités internationales de développement dépendra en grande partie de l'amélioration de l'ensemble de la situation internationale ... en particulier des progrès concrets qui auront été accomplis dans la voie du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace..."

Il est dit plus loin que :

"Les progrès dans la voie du désarmement général et complet devraient libérer des ressources supplémentaires importantes qu'on pourrait consacrer au développement économique et social, en particulier à celui des pays en voie de développement." [résolution 2626 (XXV)]

En dépit de l'ampleur et de la complexité du défi inhérent à tout processus de démilitarisation de l'économie mondiale, les Nations Unies doivent le relever si elles veulent vraiment répondre aux espoirs que le monde continue à placer en elles et si elles veulent assumer leurs responsabilités pour le maintien de la paix et le bien-être de l'homme pour cette génération et les suivantes.

Nous nous trouvons en vérité à un véritable carrefour, et le monde, de plus en plus impatient, nous rappelle que - et je citerai ici la Déclaration de Cocoyoc, adoptée à Mexico en octobre 1974 et qui a été présentée à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session :

"Bien que trente ans se soient écoulés depuis la signature de la Charte des Nations Unies, point de départ de l'effort tendant à établir un nouvel ordre international, l'humanité se trouve aujourd'hui devant un choix critique. L'espoir de donner une vie meilleure à la famille humaine tout entière a été largement déçu. Il s'est avéré impossible d'atteindre le seuil de satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme. Au contraire, il y a aujourd'hui plus d'affamés, de malades, de sans-abri et d'analphabètes que lors de la création de l'Organisation des Nations Unies." (A/C.2/292)

M. Tolba

Quatre années après la Déclaration de Gocoyoc, on peut dire que la situation n'a pas changé.

Aujourd'hui, on demande l'équité et l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur des principes de développement sain et ordonné de l'environnement, visant à la satisfaction des besoins essentiels de l'homme. Cependant, rien de tout cela ne sera possible si l'on ne restructure pas de manière fondamentale les relations économiques internationales, si l'on ne procède pas à une révision des priorités globales et à un redéploiement de nos ressources qui s'amenuisent, afin de trouver une solution urgente aux problèmes du développement et de l'environnement auxquels se heurte l'humanité et qui sont vitaux pour notre sécurité collective et notre survie.

M. KITTANI (Iraq) (interprétation de l'anglais) : Au nom des délégations de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Angola, du Bahreïn, du Bangladesh, du Bénin, de Cuba, du Yémen démocratique, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Jamahiriya arabe libyenne, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Maroc, du Qatar, de la Somalie, de Sri Lanka, du Soudan, de la République arabe syrienne, de la Tunisie, des Emirats arabes unis, du Viet Nam, du Yémen, et au nom de ma propre délégation, j'ai l'honneur de présenter officiellement à la Commission spéciale le projet de résolution contenu dans le document A/S-10/AC.1/L.1.

Avant de parler des paragraphes du projet de résolution, je voudrais souligner un point important. Les membres de la Commission auront noté que le projet de résolution présenté par 26 pays l'est au titre du point 9 de l'ordre du jour de cette session extraordinaire; ce n'est pas une coïncidence. Ce point a trait - "au rapport entre le désarmement, la paix et la sécurité internationales et le développement économique" - rapport qu'il souligne en fait; par ailleurs, les points 10, 11 et 12 traitent respectivement de l'introduction, du programme d'action et du mécanisme qui devront s'inscrire dans le document principal de la session.

Nous pensons que l'escalade constante des armements israéliens présente une menace grave et directe pour la paix et la sécurité internationales et compromet gravement le développement économique et social d'un grand nombre de Membres africains et arabes de cette Organisation. L'Assemblée générale ne peut laisser passer cette session extraordinaire sans traiter de cette menace actuelle très nette et sans prendre le minimum de mesures nécessaires pour éviter les conséquences néfastes inhérentes à la persistance de cette escalade.

Je passe maintenant au texte du projet de résolution; les alinéas du préambule énoncent des faits. Un grand nombre d'Etats Membres sont "gravement préoccupés par l'accroissement constant et rapide de la puissance militaire d'Israël" et ils sont gravement "alarmés par les indices de plus en plus nombreux de l'acquisition par Israël d'armes nucléaires". A cet égard, je voudrais parler de l'étude détaillée distribuée par ma délégation que vous avez eu, Monsieur le Président, la gentillesse au début de cet après-midi, de présenter avec d'autres documents. Je voudrais souligner en particulier les chapitres de cette étude qui traitent du potentiel nucléaire d'Israël ainsi que de la coopération militaire étroite, y compris la coopération nucléaire, entre Israël et l'Afrique du Sud.

M. Kittani (Iraq)

Dans le troisième alinéa, l'Assemblée traite de l'emploi par Israël de la bombe-grappe contre les camps de réfugiés et les objectifs civils au Liban du Sud. Outre la nature particulièrement inhumaine de cet acte, il faut attirer l'attention sur le fait que le Gouvernement des Etats-Unis a officiellement confirmé que l'emploi de ces armes meurtrières par Israël violait l'Accord entre les fournisseurs et les utilisateurs. Nous savons que dans plus d'un cas les Etats-Unis ont décrété un embargo sur les armes contre un allié pour des actes beaucoup moins graves; mais apparemment Israël est à l'abri de mesures de ce genre de la part de Washington.

Dans le quatrième alinéa, l'Assemblée rappelle ses résolutions relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Le refus par Israël de signer et de ratifier le Traité sur la non-prolifération ou de soumettre ses installations nucléaires aux garanties et au contrôle internationaux constitue l'obstacle le plus grave à l'application de ces résolutions.

Dans le cinquième alinéa, l'Assemblée énonce un fait évident que toute personne ou tout gouvernement équitable admettra aisément. Cet alinéa se lit comme suit :

"Reconnaissant que l'expansion constante des armements israéliens constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales et est à la base du mépris persistant dans lequel Israël tient les résolutions de l'Assemblée générale, ainsi que de sa politique d'expansion, d'occupation et de déni des droits inaliénables du peuple palestinien".

On peut dire la même chose pour l'alinéa suivant.

Dans le dernier alinéa l'Assemblée rappelle ses condamnations répétées de l'intensification de la collaboration militaire entre Israël et l'Afrique du Sud. Ce rapport est d'autant plus important que l'Assemblée générale a déjà adopté une résolution - la résolution 32/105 F - où elle traitait d'un aspect de cette collaboration militaire, et nous pensons que le moment est venu de parachever cette résolution, car ce serpent dangereux est un serpent à deux têtes.

M. Kittani (Iraq)

La référence à la résolution 32/105 F, adoptée lors de la dernière session ordinaire, intitulée "Collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud", facilite ma tâche qui consiste à présenter le dispositif de notre projet de résolution, car ce dispositif est pratiquement identique aux paragraphes correspondants de la résolution 32/105 F. Nous prions donc simplement les représentants de bien vouloir comparer les deux textes.

Enfin, je voudrais parler du document A/S-10/AC.1/6 que le Président a eu l'amabilité encore une fois de présenter à la Commission spéciale au début de la réunion et qui contient une lettre en date du 29 mai 1978 que le représentant permanent de Sri Lanka auprès des Nations Unies, en sa qualité de Président du Bureau de coordination des pays non alignés a adressée au Secrétaire général.



M. Kittani (Iraq)

Ce document émane des ministres des affaires étrangères et chefs des délégations des Etats Membres du groupe des pays non alignés, réunis en session extraordinaire à New York le 29 mai 1978. Je vais donner lecture du premier paragraphe et du paragraphe pertinent de ce document. Le premier paragraphe se lit comme suit :

"Les Ministres des affaires étrangères et les chefs des délégations des Etats Membres du groupe des pays non alignés ...

1. Approuvent à l'unanimité les sections ci-après du Communiqué final adopté à l'issue de la réunion ministérielle du Bureau de coordination du groupe des pays non alignés, tenue à La Havane du 15 au 20 mai 1978, sections qui ont trait à la sécurité et à la détente internationales, au désarmement, à la question des bases militaires étrangères, à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, à la surenchère aux armements classiques et nucléaires à laquelle se livre Israël et aux projets de mise au point d'armes nucléaires que nourrit l'Afrique du Sud : " (A/S-10/AC.1/6, annexe, p. 1)

Le paragraphe pertinent du projet de résolution se lit comme suit :

"Le Bureau" - et en ce cas la réunion ministérielle de tous les pays non alignés a donné son accord unanime - "a condamné le renforcement par Israël de sa capacité militaire classique et dénoncé l'intention d'Israël de se doter d'armes nucléaires, voyant là une menace grave pour la paix et la sécurité internationales, et il a invité tous les membres du Mouvement des pays non alignés à appuyer une proposition tendant à ce que l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa dixième session extraordinaire :

a) Invite tous les Etats, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, à coopérer sans réserve à l'adoption de mesures internationales efficaces, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en vue de dissiper la menace grave que fait peser sur la paix et la sécurité internationales le renforcement continu des armements d'Israël;

M. Kittani (Iraq)

b) Prie le Conseil de sécurité d'inviter tous les Etats, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et nonobstant tous contrats existants, à s'abstenir de fournir à Israël des armes, des munitions, du matériel ou des véhicules militaires ou des pièces détachées, à s'assurer que du matériel de ce genre ne parvienne pas à Israël par l'intermédiaire d'autres parties et à mettre fin à tout transfert de matériel nucléaire, de matières fissiles ou de techniques nucléaires à Israël." (Ibid., annexe, p. 4)

Ce que nous venons de dire résume le dispositif de notre projet de résolution. Pour conclure, je recommande ce projet à la Commission spéciale dans l'espoir qu'il recevra l'attention et l'appui qu'exige la gravité de la situation.

M. PFEIFFER (République fédérale d'Allemagne) (interprétation de l'anglais) : J'ai le plaisir de présenter les deux documents de travail A/S-10/AC.1/12 et A/S-10/AC.1/13, que le Président a déjà annoncés cet après-midi.

Je veux parler de la déclaration faite par le Chancelier fédéral Schmidt dans son allocution à la session extraordinaire, le 25 mai, qui soulignait l'importance qu'attache la République fédérale d'Allemagne à une vérification internationale efficace du respect des accords de contrôle des armes et de désarmement. A ce propos, il a dit que le Gouvernement fédéral était disposé à mettre à la disposition de la communauté mondiale son expérience et ses installations. C'est pourquoi ma délégation soumet aujourd'hui deux documents de travail :

Tout d'abord, un accord d'interdiction totale des essais exigera un système de vérification adéquat. Mon pays a participé au Groupe de travail spécial d'experts en sismologie qui s'est réuni à Genève. Le rapport définitif de ce groupe de travail contient des conclusions théoriques sur le fonctionnement réel d'un système de surveillance et recommande, sur cette base, une phase pilote pratique.

M. Pfeiffer (RFA)

La République fédérale d'Allemagne est prête à mettre à la disposition d'un tel réseau son Observatoire sismologique central de Graefenberg pour un échange international de données sismiques aux fins d'étude des possibilités techniques de surveillance de l'application d'un traité d'interdiction totale des essais.

En second lieu, la République fédérale d'Allemagne, en 1954, a renoncé unilatéralement à produire des armes chimiques et a accepté des procédures internationales de vérification. Notre expérience a montré que de tels contrôles spécifiques peuvent être efficaces, d'un coût raisonnable et sans préjudice des intérêts commerciaux, ce qui a été confirmé par un Colloque Pugwash tenu en août 1977 dans l'une de nos principales usines de production chimique et auquel ont participé des représentants de l'Est et de l'Ouest.

Le Gouvernement fédéral est prêt à partager avec d'autres son expérience dans ce domaine. C'est pourquoi il invite tous les Etats Membres intéressés des Nations Unies à envoyer dans notre pays des experts des secteurs industriel, scientifique et administratif pour étudier sur place le fonctionnement du système de vérification.

M. ADENIJI (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais soumettre une proposition : il s'agit d'un programme de bourses des Nations Unies sur le désarmement, contenu dans le document A/S-10/AC.1/11, que le Président a mentionné tout à l'heure.

La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a suscité un intérêt considérable. De l'avis de ma délégation, cet intérêt généralisé ne doit pas diminuer. On a reconnu que le désarmement était dans l'intérêt de tous les pays et de tous les peuples. Selon nous, étant donné qu'il est étroitement lié à la paix et à la sécurité internationales, ainsi qu'aux efforts internationaux de développement, le désarmement ne peut plus concerner uniquement quelques puissances. Il ne doit plus préoccuper seulement l'opinion publique des pays développés. Nous pensons qu'il devrait être le souci des gouvernants et de l'opinion publique dans le monde entier.

M. Adeniji (Nigéria)

Pourtant, on peut dire qu'étant donné leur complexité, les problèmes du désarmement n'ont pas reçu de tous les Etats Membres des Nations Unies l'attention universelle qu'ils méritent. Non que l'on n'attache pas au désarmement l'importance voulue, mais la raison en est en partie le manque de renseignements d'ordre général, facilement accessibles pourtant à un petit cercle de pays qui prennent part activement aux négociations sur le désarmement. Il faut reconnaître aussi que si la participation n'est pas plus large, c'est que beaucoup de pays, notamment de pays en développement, manquent les connaissances techniques nécessaires. Il n'en reste pas moins que le rôle des Nations Unies en matière de désarmement ne fera que grandir grâce aux décisions que prendra la session extraordinaire.

Dans ces conditions, ma délégation estime que, pour rehausser ce rôle, la session extraordinaire devrait mettre au point un programme qui susciterait chez les Etats Membres une meilleure connaissance des problèmes du désarmement. A notre avis, il faut élaborer un programme de bourses de recherche à l'intention de bénéficiaires nommés par les Etats Membres. Ce programme donnera aux participants l'avantage d'exposés approfondis et de séminaires sur les questions du désarmement, et ils pourront suivre les négociations de la Conférence du Comité du désarmement toutes les fois qu'il s'agira de problèmes concrets. Au titre de ce programme, espérons-nous, l'Assemblée générale approuvera également les fonds nécessaires à vingt bourses annuelles pour des bénéficiaires originaires essentiellement, mais non exclusivement, des pays en développement. Le Centre pour le désarmement organisera un programme en faisant appel aux compétences dont disposent le système des Nations Unies, les Etats Membres et les établissements de recherche appropriés.

Ma délégation estime que cette proposition peut s'insérer dans la partie G de la section portant sur le programme d'action, dont le titre, bien entendu, serait modifié pour se lire "Etudes, formation et information".

L. Adeniji (Nigéria)

Il est opportun de noter que des programmes analogues ont déjà été adoptés par l'Assemblée générale. Dans sa résolution 926 (X) du 14 décembre 1955, par exemple, l'Assemblée générale établissait un programme de services consultatifs d'experts, de bourses d'études et de perfectionnement dans le cadre des droits de l'homme. La résolution autorisait le Secrétaire général à

"... tenir compte, lors de l'établissement des prévisions budgétaires de l'Organisation des Nations Unies, du programme autorisé par la présente résolution."

Ma délégation estime que le programme lancé par la résolution de 1955 en matière des droits de l'homme a été très bénéfique. Notre proposition pour un programme dans le domaine du désarmement se révélera donc, nous en sommes convaincus, tout aussi utile, pour ne pas dire plus, non seulement aux Etats Membres dont les fonctionnaires y participeront, mais également aux Nations Unies, dont les délibérations et négociations sur le désarmement recevront toutes sortes d'idées et de suggestions.

Naturellement, la question des incidences financières d'une telle proposition se pose. Nous y avons également beaucoup réfléchi en soutesant le coût présumé de ce programme par rapport aux bénéfices qu'il sera possible d'en retirer. Notre conclusion - et j'espère que ce sera aussi celle des représentants dans cette salle - est que le coût du programme sera remboursé plusieurs fois si nous le comparons aux avantages qui en découleront. Nous considérons que c'est un investissement qui est très rentable pour la communauté internationale.

M. CHEN (Chine) (interprétation du chinois) : La Commission spéciale a maintenant commencé ses travaux pour la préparation du document qui conclura la session extraordinaire. Au cours de l'année dernière et même avant, le Comité préparatoire, sous la présidence de Son Excellence M. de Rozas, a tenu cinq sessions et a fait beaucoup de travail. Ce comité a préparé et a présenté un projet de document final à l'examen de la session extraordinaire. La délégation chinoise n'ayant pas participé à la rédaction du document, au Comité préparatoire, nous voudrions saisir cette occasion pour faire connaître brièvement notre point de vue sur ce projet. Nous avons constaté que le projet de document

M. Chen (Chine)

final comporte un certain nombre de points de vue et de propositions positives avancées par les pays non alignés et autres pays petits et moyens. Par exemple, le document souligne qu'aucun progrès n'a été fait jusqu'à présent dans le domaine crucial de la réduction des armements, alors même que la course aux armements continue; que les négociations de désarmement et les mesures à prendre doivent avoir pour principe le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tout Etat, ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et du règlement pacifique des différends, de même que de la justice et de l'équilibre dans les mesures de désarmement qui seront adoptées. Le document souligne les responsabilités particulières qui incombent aux deux grandes puissances nucléaires pour l'arrêt et l'inversion de la course aux armements sous tous ses aspects, et il les invite à prendre la tête de ce mouvement en réduisant énergiquement leurs armes nucléaires. Le document souligne qu'il est nécessaire que les pays nucléaires s'engagent à s'abstenir de l'emploi ou de la menace de l'emploi des armes nucléaires contre les pays non dotés d'armes nucléaires et dans les zones dénucléarisées; il demande la conclusion d'une convention sur le non-recours aux armes nucléaires; il est favorable à l'interdiction de l'établissement de nouvelles bases militaires et de stationnement de troupes en territoires étrangers, le retrait des troupes étrangères et le démantèlement de bases militaires étrangères; le document demande l'interdiction des armes chimiques et incendiaires; il demande que soit pris l'engagement de ne pas concentrer de forces armées près des frontières des autres Etats; il affirme que les mesures de désarmement ne doivent pas être interprétées comme empêchant l'exercice du droit de tous les Etats à mettre au point, transférer, acquérir et utiliser la technologie, l'équipement et les matériaux nucléaires à des fins pacifiques; il demande que les grands Etats nucléaires diminuent de 10 p. 100 leurs dépenses militaires et consacrent une part considérable de l'épargne ainsi réalisée au développement économique et social des pays en développement; il affirme le droit de tous les Etats à participer sur un pied d'égalité aux délibérations de désarmement qui concernent directement leur sécurité internationale.

M. Chen (Chine)

enfin, le document demande la création de nouvelles instances à caractère représentatif, géographique et politique plus vaste pour les délibérations et les négociations de désarmement. Toutes ces réalisations permettraient de progresser dans la voie du désarmement et méritent que nous y prêtions attention. En même temps, nous devons constater que ce projet de document final présente certaines lacunes, qui nous incitent à faire les observations suivantes que nous soumettons à l'attention de la Commission.

Premièrement, sur la question de la guerre et de la paix, les populations de tous les pays sont pour la paix et contre une guerre mondiale. Il est nécessaire que le document de cette session extraordinaire mette en relief le danger d'une nouvelle guerre mondiale. En même temps, il doit éviter de répandre l'horreur de la guerre, mais doit au contraire renforcer la confiance des peuples dans les efforts qui sont faits pour empêcher que la guerre éclate. La cause fondamentale d'une guerre mondiale est la rivalité de l'impérialisme et du socio-impérialisme pour l'hégémonie, et la course aux armements est un moyen par lequel ces systèmes recherchent l'hégémonie. Tout en nous opposant à la course aux armements, nous considérons qu'il est nécessaire de signaler en termes clairs et précis que ce sont principalement les deux superpuissances qui s'affrontent dans cette course et qu'il n'est pas exact de parler de façon générale de "l'accumulation massive et concurrentielle des armes les plus destructrices qui aient jamais été produites" par les Etats. En d'autres termes, tout le monde serait à blâmer pour la course aux armements. Et c'est précisément ce que veulent les superpuissances, car elles font tout leur possible pour faire retomber le blâme de la course aux armements sur tous les autres Etats afin qu'elles-mêmes n'aient pas à désarmer. La lutte pour un désarmement authentique ne peut qu'être bénéfique à la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationale. Mais il faut également constater que les superpuissances ne sont guère enclines à accepter des propositions raisonnables de désarmement, et que les circonstances actuelles dans lesquelles l'impérialisme et le socio-impérialisme existent rendent encore plus difficile la réalisation d'un désarmement général et complet. Par conséquent, on ne doit pas surestimer les possibilités et le rôle du désarmement, ni le considérer

M. Chen (Chine)

comme le moyen fondamental de maintenir la paix mondiale. Il faut souligner que la lutte pour le désarmement ne jouera un rôle positif pour sauvegarder la paix mondiale et éloigner le déclenchement d'une guerre que lorsqu'elle sera liée et subordonnée à la lutte menée pour sauvegarder l'indépendance nationale des Etats et défendre leur souveraineté et leur intégrité territoriale, s'opposer à l'hégémonisme et aux politiques de guerre et combattre l'agression et l'ingérence.



M. Chen (Chine)

Deuxièmement, sur les principes du désarmement, comme tout le monde le sait, tout en possédant les superarsenaux qui dépassent de loin tout ce qu'ont les autres pays, les deux superpuissances accélèrent leur course aux armements dans tous les domaines. Tous les pays - petits, grands et moyens - exigent que le désarmement commence par la réduction des armes dont disposent les deux superpuissances. Dans leurs déclarations au cours du débat général, de nombreux représentants ont souligné que l'Union soviétique et les Etats-Unis ont une responsabilité particulière en ce qui concerne le désarmement. Il en est qui ont même explicitement souligné que "l'objectif premier et principal de toute stratégie du désarmement est la réduction des arsenaux des deux superpuissances et doit le demeurer". Ce principe du désarmement fondamental et irréfutable doit être incorporé clairement dans les principes de la Déclaration et doivent également trouver un écho dans les mesures énumérées dans le programme d'action. Il n'est pas opportun de se référer en général à la "cessation des essais d'armes nucléaires dans tous les Etats", à un "accord sur l'arrêt simultané par tous les Etats de la production d'armes nucléaires" et à la "limitation et la réduction des forces armées des Etats et de leurs armes classiques" etc. Les superpuissances peuvent fort bien utiliser cela comme prétexte pour repousser le désarmement et pour maintenir et accentuer la suprématie dont ils disposent en matière d'armes nucléaires ou classiques pour exercer l'hégémonie dans le monde. Le raisonnement qui soutient cette déclaration a déjà été exposé par le chef de la délégation chinoise dans sa déclaration au cours du débat général et je ne vais donc pas le répéter ici.

Troisièmement, en ce qui concerne les priorités du désarmement, à notre avis, il est absolument nécessaire d'y faire figurer, au premier chef, la diminution des armes nucléaires et autres armes de destruction massive, des armes classiques et la réduction des forces armées. Mais une telle disposition ne doit pas être interprétée comme signifiant que l'on attache de l'importance uniquement au désarmement nucléaire et que l'on néglige le caractère urgent de la réduction des armes classiques. Il convient d'accorder une importance égale aux deux, car ils doivent

M. Chen (Chine)

aller de pair. Il convient de veiller particulièrement à empêcher les superpuissances de profiter du désir urgent des peuples pour le désarmement nucléaire pour "amuser la galerie" avec le désarmement nucléaire, tout en remettant à plus tard la réduction des armements classiques et allant même jusqu'à accélérer la concurrence dans ce domaine. Nous devons voir les choses telles qu'elles sont de nos jours. Le renforcement massif des armements classiques des superpuissances constitue une grave menace pour l'indépendance et la sécurité de tous les Etats. En l'absence d'une réduction massive de toutes les armes classiques dont disposent les superspuissances, le danger croissant de la guerre ne saurait diminuer. Nous estimons nécessaire d'incorporer dans la section "Mesures immédiates à court terme pour mettre fin et inverser la course aux armements" la phrase suivante :

"Adresser un appel aux deux superpuissances pour qu'elles mettent fin à la course aux armements, qu'elles détruisent par étapes successives leur armement nucléaire et réduisent de façon radicale leurs armes classiques."

Quatrièmement, en ce qui concerne l'interdiction des essais nucléaires et la non-prolifération nucléaire, étant donné que la prétendue interdiction absolue des essais nucléaires, tout comme d'ailleurs la précédente interdiction partielle des essais nucléaires, loin d'empêcher les deux superpuissances de poursuivre la production, l'accumulation, le stockage, la mise au point et l'utilisation d'armes nucléaires, ne peut que contribuer au maintien et au renforcement de leur hégémonie nucléaire et ne permet pas d'éliminer la menace de la guerre nucléaire, nous sommes fermement opposés à la conclusion d'un prétendu "traité d'interdiction globale des essais nucléaires". Pour la même raison, nous ne pouvons pas accepter la formule : "que tous les Etats cessent simultanément de produire des armes nucléaires, de développer ou de produire de nouveaux types d'armes nucléaires". En effet, si les deux superpuissances ne détruisent pas leurs armes nucléaires d'une façon radicale, de quel droit pourraient-elles demander aux autres Etats d'arrêter de produire des armes nucléaires? En ce qui concerne la prétendue "non-prolifération nucléaire",

M. Chen (Chine)

nous avons toujours avancé que le prétendu "traité de non-prolifération" n'est qu'une conspiration complotée par l'Union soviétique et les Etats-Unis pour maintenir leur monopole nucléaire. Ils ont recours à ce moyen, non seulement pour empêcher les autres Etats de développer leurs capacités nucléaires pour leur légitime défense, mais aussi pour empêcher les autres Etats d'avoir recours à l'énergie d'origine nucléaire à des fins pacifiques. Les critiques faites à cet égard par les Ministres des affaires étrangères de la Yougoslavie, du Pakistan et de l'Argentine sont en vérité tout à fait convaincantes. Tout en redoublant leurs efforts pour la prolifération verticale des armes nucléaires, les deux superpuissances souhaitent juguler la prolifération horizontale en la décrivant comme une mesure importante pour éliminer la menace de la guerre nucléaire. Voilà qui ne convaincra personne. Il n'y a absolument aucune raison d'imposer le traité de non-prolifération à tous les Etats.

Cinquièmement, en ce qui concerne les armes classiques des pays de petite et moyenne dimension, le document final devrait non seulement souligner le besoin urgent de commencer par réduire les armements classiques des superpuissances, mais insister en outre sur le besoin de nombreux pays de petite et de moyenne dimension d'acquérir les moyens d'assurer leur propre défense. Il est impensable de demander que l'on réduise les armements classiques sans aucune discrimination. Il est particulièrement nécessaire d'être vigilant à l'égard de l'usage qui pourrait être fait par les superpuissances du prétendu désarmement général en vue d'affaiblir la force dont disposent les pays de petite et moyenne importance pour résister à l'agression.

En ce qui concerne la réduction du transfert des armes classiques, il faut également préciser que tous les Etats ont le droit d'acquérir les armes classiques nécessaires, sur un pied d'égalité, aux fins du renforcement de leur défense nationale et pour défendre leur sécurité et leur indépendance nationales. Ces armes sont également nécessaires pour s'opposer à la tentative des pays exportateurs d'utiliser l'exportation d'armes classiques à des fins d'exploitation, d'ingérence et de contrôle des autres pays, pour ne pas dire leur tentative de susciter des conflits et des guerres entre les Etats.

M. Chen (Chine)

Sixièmement, en ce qui concerne le désarmement et le développement, nous estimons qu'il est tout à fait raisonnable que les pays de petite et moyenne importance exigent que les ressources réelles qui sont utilisées à l'heure actuelle à des fins militaires soient dégagées pour le développement économique et social dans le monde et en particulier au bénéfice des pays en développement. Les dépenses militaires de l'Union soviétique et des Etats-Unis représentent plus des deux tiers des dépenses de tous les autres pays du monde réunis. Une proportion considérable de ces dépenses vient du fait qu'ils ont littéralement pillé les pays en voie de développement, et il faut rendre ces richesses à leurs propriétaires légitimes. Nous appuyons les propositions faites par certains pays, demandant que le document final adresse un appel aux deux principales puissances nucléaires, leur demandant de donner l'exemple et d'utiliser les ressources dégagées par la diminution de leurs budgets militaires pour le développement des pays en développement.

Septièmement, pour ce qui des accords internationaux sur le désarmement, nous ne saurions accepter que l'on insère dans le document final des textes louangeurs à propos de certains accords internationaux concernant un prétendu désarmement et que l'on impose de tels accords à tous les Etats.

M. Chen (Chine)

Nombreux sont les faits qui démontrent que les prétendus accords internationaux sur le désarmement qui ont été concoctés par les superpuissances, loin de restreindre vraiment la course aux armements et de promouvoir le désarmement, sont en fait des instruments que les superpuissances utilisent pour tromper l'opinion publique, pour dissimuler l'expansion des armes à laquelle ils se livrent et leurs préparatifs de guerre, et empêcher d'autres Etats de renforcer leur capacité d'auto-défense. Ils sont totalement négatifs, et si l'on doit faire une mention quelconque de ces accords dans le document final, alors il faudrait exposer leur nature hypocrite, au lieu de demander à d'autres Etats de s'y rallier.

Huitièmement, en ce qui concerne le mécanisme, nous sommes pour la juste exigence de nombreux pays petits et moyens qui demandent que le mécanisme existant en matière de désarmement soit revu. L'état de choses dans lequel le mécanisme du désarmement est contrôlé par les superpuissances doit être radicalement modifié. Nous proposons que la section du document final qui porte sur le "mécanisme" soit formulée comme suit :

"Le mécanisme du désarmement doit assurer la réalisation des propositions raisonnables et des demandes équitables de tous les pays à ce sujet, et il devrait demeurer tout à fait en dehors du contrôle et de l'influence des superpuissances. Il est particulièrement nécessaire de se prémunir contre la tentative des superpuissances d'utiliser le mécanisme du désarmement comme moyen de retarder le désarmement et de dissimuler leur expansion militaire. Les questions du désarmement et de la sécurité internationale, qui intéressent tous les pays, devraient faire l'objet des délibérations d'un organisme international avec la participation de tous les pays, sous l'égide des Nations Unies. Cet organisme international étudiera et fixera les points spécifiques et les procédures des négociations de désarmement, et instaurera un organe de négociation à partir de consultations justes et équitables en vue de négociations concrètes sur les mesures de désarmement. La réduction des armements nucléaires et classiques des superpuissances devrait se voir accorder une considération prioritaire dans la délibération. L'organe de négociation devrait être placé sous l'égide d'un organe délibératif et faire des rapports périodiques audit organe en ce qui concerne ses travaux."

M. Chen (Chine)

A notre avis, la présente Conférence du Comité du désarmement ne respecte pas les principes susmentionnés. Il faudrait un nouveau débat, et après la constitution d'un organe délibératif, un nouvel organe de négociation, pleinement représentatif, devrait être établi. Grâce à l'établissement de cet organe de délibération et d'un organe de négociation pour le désarmement qui refléterait les points de vue de tous les pays, toutes les questions ayant trait au désarmement pourraient être discutées et examinées sérieusement. Par voie de conséquence, la Conférence mondiale pour le désarmement, que l'Union soviétique essaie de nous vendre depuis des années, pour des raisons qui lui sont propres, n'aurait plus de raison d'être.

Pour être aussi concis que possible quant à la position de notre délégation sur le désarmement, je vous sou mets le document de travail de la délégation chinoise. La déclaration que je viens de faire s'ajoute aux principes essentiels contenus dans ce document de travail. Nous espérons que ces réflexions de principe seront dûment examinées par la Commission spéciale et trouveront leur expression dans le document final.

En outre, sur la base du document de travail que nous vous soumettons et à la lumière des propositions raisonnables formulées dans les déclarations de nombreux pays du tiers monde et d'autres pays petits et moyens au cours du débat général, la délégation chinoise a déjà proposé certains amendements concrets à l'Introduction, à la Déclaration et au Programme d'action du projet de document final au sein des groupes de travail A et B. Nous demandons que le Secrétariat prenne les dispositions nécessaires pour faire distribuer ces amendements comme documents officiels de la Commission spéciale, afin de faciliter le travail des groupes de rédaction. Nous présenterons en bonne et due forme les amendements que nous proposons au Préambule du projet de résolution et à la section intitulée "Mécanisme" dans le document final, et cela en temps voulu; et nous aimerions aussi que ces amendements soient alors distribués en tant que documents de travail.

M. OGISO (Japon) (interprétation de l'anglais) : A la réunion plénière du 30 mai 1978 de cette session extraordinaire, le Ministre des affaires étrangères du Japon, M. Sunao Sonoda, a fait appel au monde en général et aux Etats dotés d'armes nucléaires en particulier pour l'abolition complète des armes nucléaires comme objectif final. Voici ce qu'il a déclaré :

"Les armes nucléaires d'aujourd'hui ont des capacités de destruction qui défient toute comparaison avec les bombes atomiques utilisées contre Hiroshima et Nagasaki. Si jamais l'on utilisait encore une fois l'arme nucléaire, les destructions et les souffrances qu'elle entraînerait seraient énormes et dépassent notre imagination. Le peuple japonais est fermement uni dans la conviction que cette tragédie ne doit jamais se reproduire. Je crois qu'une telle volonté est aujourd'hui partagée non seulement par le peuple japonais, mais également par les peuples du monde entier. A la lumière d'une telle conviction mondiale, je crois qu'il serait des plus significatif de proclamer le 6 août Journée du désarmement." (A/S-10/PV.9, p. 33).

Un appel semblable a été lancé par les organisations non gouvernementales japonaises accréditées auprès de la session extraordinaire.

Certes, il serait bon, à nos yeux, de fixer une date pour rappeler à tous les pays et à tous les peuples du monde la nécessité urgente d'avancer vers un désarmement général et complet, particulièrement dans le domaine du désarmement nucléaire, qui représente une priorité absolue et la tâche suprême de notre époque.

Soit dit en passant, ma délégation a appris que la plupart des délégations auxquelles les organisations non gouvernementales japonaises se sont adressées ont accueilli favorablement cet appel.

De l'avis de ma délégation, la date la plus appropriée à cette fin serait le 6 août, date à laquelle l'humanité a connu le premier bombardement atomique de son histoire.

En conséquence, la délégation japonaise, ainsi qu'on peut le voir dans le document A/S-10/AC.1/14, propose l'insertion du nouveau paragraphe suivant immédiatement après le paragraphe 1 de la section G.2. (Information) du Programme d'action :

"L'Assemblée générale proclame le 6 août Journée du désarmement".

M. LEPRETTE (France) : Parmi les différentes initiatives qu'elle a présentées au cours de cette session extraordinaire de l'Assemblée des Nations Unies consacrée au désarmement, la France a proposé la création d'une Agence internationale de satellites de contrôle et d'un Institut international de recherche sur le désarmement.

De façon brève, je voudrais ici préciser la portée et le contenu de ces propositions qui, par ailleurs, ont été présentées dans deux memoranda distribués comme documents officiels de cette session.

Plusieurs considérations nous ont conduits à proposer la création d'une Agence internationale de satellites de contrôle (document A/S-10/AC.1/7). En premier lieu, la constatation que tout accord de désarmement doit s'accompagner de la mise en place de systèmes de vérification, destinés à s'assurer que les engagements souscrits par les parties à cet accord sont effectivement tenus. C'est là une condition indispensable à tout progrès dans la voie du désarmement.

D'autre part, à côté du désarmement lui-même, la communauté internationale examine la possibilité d'établir des mesures destinées à accroître la confiance et la sécurité internationale. Différentes suggestions ont été proposées à cet égard qui, également, devront nécessairement résoudre les problèmes liés à la surveillance de leur application. Pourtant, jusqu'à présent, l'application des méthodes de contrôle que l'on pourrait appeler "classiques", soit n'a pas pu faire l'objet d'un accord entre les parties en cause, soit s'est révélée insuffisamment efficace. Ceci ne signifie pas pour autant que ces méthodes doivent être abandonnées, ni que les efforts destinés à les mettre en place soient vains. Mais force est de constater qu'à l'heure actuelle, le problème du contrôle des accords de désarmement et des mesures de confiance reste entièrement posé.

Or l'avènement et les progrès constants des techniques spatiales permettent d'envisager ce problème sous un angle nouveau. Les satellites d'observation de la Terre recueillent des informations extrêmement précises à des fins d'utilisation civile, mais plus encore en matière militaire. Les possibilités d'observation de ces satellites sont bien connues des experts rassemblés ici et, déjà, les conversations relatives au désarmement qui se déroulent entre les deux principales



M. Leprette (France)

puissances spatiales reposent largement sur le recours à cette technique. Certains experts du désarmement de ces pays ont d'ailleurs démontré que l'utilisation des moyens spatiaux pour des contrôles à l'échelle internationale était une hypothèse parfaitement réaliste.

Prévoir l'utilisation des satellites d'observation de la Terre aux fins du contrôle du désarmement n'est donc pas un pari lointain sur l'avenir : il s'agit de constater un fait actuel et d'en tirer les conséquences dans les efforts de désarmement déployés par la communauté internationale.

De l'avis du Gouvernement français, l'Agence internationale de satellites de contrôle serait donc chargée de recueillir et de traiter des informations provenant de satellites d'observation de la Terre afin de diffuser ces informations aux parties qui seraient en droit de le demander.

A notre sens, les compétences de l'Agence ne devront pas porter atteinte au principe selon lequel les Etats ne sont internationalement engagés dans la mesure où ils y ont consenti. En fonction de ce principe, l'Agence participerait au contrôle de la mise en oeuvre d'accords internationaux de désarmement ou de sécurité, ou à des enquêtes sur une situation déterminée. Le document précité précise la procédure proposée par la France à ce sujet.

S'agissant du statut de l'Agence, la meilleure formule paraît être celle d'une institution spécialisée des Nations Unies. Ceci permettrait à la fois d'adapter le statut de l'Agence à la spécificité de sa mission et de ses moyens et, d'autre part, d'avoir recours à une formule éprouvée dans le cadre des Nations Unies. La proposition d'une Agence internationale de satellites de contrôle pose bien évidemment la question des moyens techniques dont elle devra disposer et de son financement. Il n'y a rien, dans ce domaine, qui ne soit insurmontable, et l'approche de la France se veut réaliste.

Les moyens techniques de l'Agence devraient être mis en place de manière progressive. L'Agence ne pourra pas, dans l'immédiat, disposer de l'ensemble de ces moyens. Elle devra donc faire appel à ceux des puissances spatiales, et notamment de leurs satellites, selon des modalités à définir entre ces Etats et l'Agence. En ce domaine, il faut rappeler que, dans les prochaines années, le nombre

M. Leprette (France)

d'Etats qui seront en mesure de disposer de capacités d'observation à partir de l'espace va s'accroître, et donc que les sources d'information de l'Agence se diversifieront. Toutefois, afin de garantir une suffisante autonomie de l'Agence, il sera nécessaire que, très vite, elle puisse disposer d'un centre de traitement des données et du personnel adéquat pour remplir cette mission. Par la suite, elle pourrait développer ses moyens jusqu'à disposer en propre de satellites d'observation.

Dans le cadre d'un tel développement progressif, les coûts de fonctionnement de l'Agence peuvent être considérés comme raisonnables. Les évaluations des coûts d'investissement et de fonctionnement le démontrent. Le financement pourrait provenir de plusieurs sources et, notamment, de versements obligatoires, de versements volontaires tenant compte des apports en nature par les puissances spatiales et de fonds versés en contrepartie de services rendus par l'Agence.

La France est très consciente des problèmes soulevés par cette initiative. Une étude détaillée montre, à notre avis, qu'aucun d'entre eux n'est insurmontable. A ce stade, il est toutefois nécessaire que cette proposition fasse l'objet d'un examen attentif par la communauté internationale. C'est pourquoi nous demandons qu'il soit décidé, au cours de cette session extraordinaire, de créer un comité d'experts chargé d'étudier cette proposition et composé des Etats les plus compétents en ce domaine, compte tenu d'une répartition géographique équilibrée. Ce comité d'experts, travaillant sur la base d'un mandat établi par l'Assemblée générale, devrait faire rapport de ses travaux à la trente-quatrième session de l'Assemblée.

J'en viens à présent à une autre proposition de la France qui concerne la création d'un Institut international de recherche sur le désarmement.

Cette initiative repose sur l'idée que les négociations sur le désarmement doivent pouvoir s'appuyer sur des études techniques objectives. L'Institut proposé aurait donc pour mission de poursuivre un programme permanent de recherches conceptuelles et appliquées sur les questions de désarmement et de sécurité internationale. Ses travaux devraient être menés dans une complète indépendance, en liaison avec le Secrétaire général des Nations Unies et les organismes qui lui sont rattachés, en particulier le Centre des Nations Unies pour le désarmement.

M. Leprette (France)

A cette fin, l'Institut devrait être une entité autonome dans le cadre des Nations Unies et comportant un directeur général et un conseil d'administration. Ce conseil, nommé par le Secrétaire général, devrait être composé de personnalités indépendantes choisies à raison de leur contribution à la cause de la paix et du désarmement et de leur compétence scientifique. Les compétences de l'Institut devraient lui permettre d'éviter tout chevauchement avec celles du Centre des Nations Unies pour le désarmement, dont la mission resterait plus spécifiquement liée aux négociations sur le désarmement, c'est-à-dire qu'il aurait un rôle peut-être moins prospectif et moins théorique que celui dévolu à l'Institut.

On trouvera dans le mémorandum publié sous la cote A/S-10/AC.1/8 les vues plus précises du Gouvernement français sur le statut, le mandat et les moyens de l'Institut international de la recherche sur le désarmement. Ces vues ne sont qu'indicatives, et c'est pourquoi la délégation française estime qu'il y aurait lieu que notre Assemblée générale crée un groupe d'experts pour en étudier toutes les implications.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La position de l'Union soviétique sur la très urgente question du désarmement a été exposée dans la déclaration faite en séance plénière de la présente session extraordinaire, le 26 mai 1978, par le chef de la délégation soviétique, le ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Gromyko. Elle a été également exposée dans le document qui a été distribué par la délégation soviétique relatif aux voies et moyens pratiques de faire cesser la course aux armements. Vous avez, Monsieur le Président, mentionné ce document tout à l'heure; il a été publié sous la cote A/C.1/4. Sur la base de ces documents, la délégation soviétique voudrait apporter quelques compléments au texte du document final. Nous estimons que la formule que nous proposons permettra de donner au document final plus de poids politique et également d'y mentionner tous les aspects de la lutte contre la course aux armements et en faveur du désarmement.

Nous estimons que déjà les discussions se sont révélées fructueuses. Je n'ai pas l'intention de m'appesantir sur la teneur des propositions formulées par l'Union soviétique dans le texte final. Ce texte a été distribué au Secrétariat et toutes les délégations pourront en prendre connaissance dans le détail. Nous nous réservons simplement le droit de reprendre la parole pour donner toutes explications qui paraîtraient nécessaires à un stade ultérieur. J'exprime l'espoir que ces explications complémentaires permettront au Groupe de travail de la session extraordinaire de tenir compte de nos propositions et de les mener à bien.

M. CAHANA (Israël) (interprétation de l'anglais) : Comme c'est la première fois que ma délégation intervient sous votre éminente présidence, Monsieur le Président, permettez-moi de vous adresser mes félicitations et de vous dire combien j'admire la manière dont vous dirigez les débats. Etant donné l'importance et la difficulté des discussions qui nous attendent, je tiens à vous donner l'assurance de l'entière coopération de ma délégation.

La présentation aujourd'hui du projet de résolution iraquien marque une regrettable détérioration dans les délibérations de la session extraordinaire consacrée au désarmement. Pour notre part, nous ne sommes guère surpris par cette initiative car nous sommes habitués depuis longtemps au fait qu'aucune session ne peut avoir lieu aux Nations Unies sans qu'un ou plusieurs Etats arabes ne la transforme en une tribune de propagande anti-israélienne. Ce projet de résolution est vraiment plein de déformations de la vérité et même de mensonges et il s'inspire de l'hostilité à l'égard d'Israël d'un pays qui a rejeté tous les efforts de paix au Moyen-Orient, qui continue de violer régulièrement les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, qui soutient le terrorisme international et qui saute sur toutes les occasions lui permettant d'utiliser les Nations Unies comme une arme de guerre politique.

Il n'est pas étonnant non plus que l'Iraq ait trouvé sans trop de mal un petit groupe de parrains; car la majorité de ces Etats sont en guerre permanente contre Israël depuis plus de trente ans, et n'ont rien de plus à coeur que de priver Israël de tous moyens de défense, alors qu'ils augmentent eux-mêmes leurs arsenaux militaires déjà puissants. Tout cela, comme je le disais, ne nous cause pas de grande surprise. Nous y sommes habitués et nous le constatons d'année en année. C'est un fait de la vie internationale qu'Israël peut supporter.

Cependant, il est extrêmement regrettable de constater que les espoirs que des nations entières et des millions d'êtres humains dans le monde nourrissent à l'égard de cette session extraordinaire dont ils attendent le meilleur avenir risquent d'être cyniquement anéantis et, qu'au lieu d'un document raisonnable, nous risquons de nous trouver face à une résolution destructrice, fomentant la division et allant à l'encontre de l'esprit et de la lettre de la Charte des Nations Unies.

M. Cahana (Israël)

L'universalité, la coopération, la détente, la réconciliation et la sécurité légitime de tous les Etats au niveau minimum des armements étaient ce que nous attendions. Au lieu de tout cela, le projet de résolution déposé aujourd'hui va à l'encontre de tous les objectifs que nous essayons de réaliser.

Le choix est donc clair : ou l'Assemblée deviendra un instrument de confiance réduisant les tensions et favorisant un progrès général et universel vers le désarmement, ou cette session dégénérera en un nouvel instrument de guerre politique contre Israël. Ce projet de résolution tourne en dérision non seulement la session extraordinaire des Nations Unies, mais aussi les dirigeants politiques et les pays qui prennent au sérieux les objectifs de cette Assemblée et qui essaient d'en tirer des résultats positifs. Il leur appartient de faire un choix sérieux et de couper court à cette tentative de diversion.

Je me suis borné à des observations générales qui nous intéressent tous aujourd'hui, mais je me réserve, au nom de ma délégation, le droit de reprendre la parole sur la question dont nous sommes saisis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant d'Israël des paroles aimables qu'il a eues à mon endroit.

M. KITTANI (Iraq) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation ne va pas donner quelque satisfaction que ce soit au représentant d'Israël. Nous n'allons pas nous laisser entraîner loin de la discussion du sujet traité. Et nous en appelons à toutes les délégations pour qu'elles veuillent bien se borner à ne discuter que le seul sujet de notre projet de résolution. Ce sujet a trait à l'escalade des armements israéliens ainsi que la collaboration militaire nucléaire avec l'Afrique du Sud. J'adresse donc un appel à tous les membres de cette commission : ne vous laissez pas bernier une fois de plus par ce recours à un truc éculé. Chaque fois qu'un sujet de ce genre est discuté aux Nations Unies, Israël est passé maître dans l'art d'aborder des sujets qui n'ont rien à voir avec les questions en discussion, partant du point de vue que de tous les Membres des Nations Unies seul Israël doit être exempt de toute critique, et le seul qui doive être à l'abri de quelque action, de quelque résolution ou de quelque sanction que ce soit de la part de cette organisation.

M. Kittani (Iraq)

Nous disons simplement que nous avons trop de respect pour cette commission et pour vous, Monsieur le Président, pour nous laisser détourner du sujet traité et nous espérons que les commentaires se rapportant à notre projet de résolution porteront uniquement sur le texte et sur le sujet en discussion.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je me permets de vous rappeler une fois de plus que la prochaine réunion aura lieu vendredi 9 juin à 15 heures dans cette salle. Je vous rappelle également que nous avons fixé la date du 12 juin pour entendre les représentants des organisations non gouvernementales, et le 13 juin les représentants des instituts de recherche.

La séance est levée à 17 h 10.